

DECISION DE RESILIATION OU DE SANCTION¹

Le formulaire EXE11 est un modèle qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice pour formaliser la décision de résiliation ou de sanction notifiée au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public ou de l'accord-cadre.)

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

■ **Objet du marché public ou de l'accord-cadre :**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public ou de l'accord-cadre. En cas d'allotissement, préciser également l'objet de la consultation. En cas d'accord-cadre, indiquer l'objet de ce dernier.)

■ **Date de notification du marché public :**

■ **Durée initiale d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre :**mois ou jours.

C - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'Économie.

D - Décision.

(Cocher les cases correspondantes.)

Conformément à :

- la mise en demeure envoyée le
- l'article dispensant la présente décision de mise en demeure préalable.
 - du CCAG
 - du CCAP

Il est décidé :

- la résiliation simple du marché public ou de l'accord-cadre, à vos torts, à compter du
- la résiliation du marché public ou de l'accord-cadre, à vos torts et l'exécution à vos frais et risques, à compter du, des prestations suivantes :

- l'exécution à vos frais et risques par une autre entreprise, sans résiliation du marché public ou de l'accord-cadre, à compter du, des prestations désignées ci-après :

pour les motifs suivants :

(Détailler les motifs, de droit et de fait, qui conduit l'acheteur public à sanctionner le titulaire.)

Je vous demande, avant le, de :

(Pour tous les marchés publics ou accords-cadres ne portant pas sur des prestations de travaux.)

- remettre les prestations en cours d'exécution désignées ci-dessous ainsi que les matières et les objets suivants, détenus en vue de l'exécution du marché public ou de l'accord-cadre :

- remettre les moyens matériels d'exécution précisés ci-dessous, spécialement destinés au marché public ou à l'accord-cadre :

- exécuter les mesures conservatoires décrites ci-dessous :

Le titulaire est invité à se présenter sur le chantier le, en vue de la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi que de l'inventaire descriptif du matériel du titulaire et de la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.

E - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

A :, le

Signature

(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice
habilité à signer le marché public ou l'accord-cadre)

Date de mise à jour : 18/11/2010.